## Le dialogue inter-burundais se mord la queue

Deutsche Welle, 11.02.2019 Après bientôt quatre ans de dialogue inter-burundais à Arusha, en Tanzanie, le médiateur Benjamin Mkapa n'a toujours pas produit son rapport et le facilitateur a rendu son tablier. C'est après cinq sessions de dialogue à Arusha que le médiateur dans la crise burundaise a fourni son rapport aux chefs d'Etats est-africains. Le président oudangais Yoweri Museveni déplore le manque de coopération de ses homologues pour dénouer la crise burundaise.

Pour Thacien Sibomana, porte-parole de la coalition d'opposition Mizero y'Abarundi, il faut de la détermination des d'Etats de la communauté est- africaine pour trouver une issue favorable. Â "La sous-région a accepté la médiatid la crise burundaise, par le principe de la subsidiarité, au nom de l'UA et de l'ONU. Est-ce qu'elle va accepter d†au risque de rendre faible les organisations pour lesquelles elle travaille ? La crédibilité même de l'organisation qu' communauté est-africaine ne risquerait pas d'en pâtir ?", s'interroge-t-il. Une grande tâche attend la sous-région Selon Zénon Nimubona, président du parti pour la renaissance nationale, les dirigeants de la région doivent convaincre le gouvernement du Burundi - qui se radicalise - de reprendre le dialogue inclusif. "La décision a été que les chefs d'Etats de l'EAC poursuivent des discussions avec le Burundi pour voir comment faire aboutir le dialogue interburundais." Pour sa part, le président du parti FRODEBU Nyakuri parle d'une mission impossible confié la média "A mon avis, ils (NDLR : les chefs d'Etats) n'allaient pas faire autre chose que §a parce qu'ils n'allaient pas interv dans un pays souverain alors qu'il n'y a pas de guerre à l'intérieur. Quand il n'y a pas de guerre entre les copays, il est difficile que la sous-région se mêle des affaires intérieures", a confié à la DW, Keffan Nibizi. Celui-ci estime par conséquent qu'il n'y a "aucune nécessité de dialoguer." Les positions figées des parties engagées dialogue inter-burundais risque de retarder les prochaines élections génāes que le gouvernement prévoit d'organiser en 2020. Les opposants, eux, parlent de l'inopportunité de la tenue d'élections crédibles en 2020 en raison de la politique que connait le Burundi.Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 20 April, 2024, 14:52